

Comité Technique Local du 15 JANVIER 2021
Déclaration Liminaire
Suppressions d'emplois : A perpétuité ?

M. Le Président du CTL,

Celui-ci porte une nouvelle fois en ce début d'année, essentiellement sur la déclinaison des suppressions d'emplois que l'ensemble des services de la DRFIP PACA vont devoir supporter avec des conséquences de plus en plus critiques pour les agents.

Cette nouvelle saignée est intolérable : 51 emplois supprimés en 2020 pour notre département et **maintenant plus du double avec 109 suppressions** en comptant les redéploiements et transferts de missions.

Ce qui veut dire, par exemple, la perte définitive d'une mission aussi importante que celle du Centre de Gestion des Retraites (CGR) qui comporte près d'une trentaine d'agents.

Ces 28 agents seront à redéployer (pour quasiment la totalité) dans le département avant le 1^{er} janvier 2022, puisqu'évidemment suivre leur mission à Rennes ne les intéresse pas !!

En effet, il est impossible pour un agent ayant construit sa vie personnelle autour de sa vie professionnelle de suivre une mission délocalisée à...Rennes même si vous avez tenté de leur proposer cette option avec aplomb lors de votre visite annonciatrice de la fermeture de ce service.

Positionner des structures dans des bassins d'emplois sinistrés ou dans des villes lointaines qui n'inciteront pas des agents à suivre leur mission délocalisée constituera une opportunité pour le recrutement de contractuels, voilà une nouvelle forme de suppressions d'emplois dont nous nous serions bien passés à la DGFIP !

M Le Directeur Régional, vous avez commencé également ce début d'année 2021 en fermant les Trésoreries de Miramas, Vitrolles et Allauch..et en créant en parallèle les 3 premiers SGC de Aubagne, Berre l'Etang et Istres...certainement pour être exemplaire dans le cadre du NRP et continuer à nous vanter que toutes ces opérations de restructurations et de resserrement du réseau sont l'avenir même de la DGFIP dans les Bouches du Rhône.

Cette œuvre destructrice du réseau se poursuivra en 2021 par la fermeture des Trésoreries de Lambesc et de Salon de Provence sans n'avoir jamais tenu compte des mises en garde syndicales face au démantèlement de notre service public aux Finances Publiques avec toutes les conséquences néfastes en terme de conditions de travail pour les agents impactés par les restructurations.

En résumé, vous continuez à réduire notre réseau, à « digitaliser » la DGFIP et **votre objectif relève clairement de la réduction des coûts, en aucun cas d'une amélioration du service rendu.**

Suppressions d'emplois, resserrement du réseau et sous-dimensionnement chronique des serveurs et équipements informatiques n'ont jamais permis d'augmenter la performance du service public.

Ils s'accompagnent, au contraire et systématiquement, de la détérioration des conditions de travail et du déclin du service rendu à l'utilisateur.

Les accueils du public sont délaissés, la masse des e-contacts explose et à raison malheureusement avec les suppressions d'emplois qui ont...explosé...depuis trop longtemps maintenant dans les SIP et SIE.

Les conséquences de cette politique ne sont d'ailleurs compensées, jusqu'à présent, que par l'engagement et le professionnalisme des agents qui sont de plus en plus excédés.

Pourtant le message est clair : rendre le quotidien des agents de ces services encore plus difficile en anticipant avec la réforme de la TH et du Recouvrement après le PAS.

Toute la sphère du contrôle fiscal est également chaque année attaquée et dévaluée sans tenir compte de l'importance et du fondement de la mission.

Au passage, cela démontre également toute la reconnaissance de la Direction Générale pour ses agents qui, durant cette crise sanitaire (loin d'être terminée), ont toujours fait preuve et acte de professionnalisme dans des conditions de travail pour le moins difficiles.

A voir vos remerciements et vos vœux de fin d'année et de début d'année, accordez-nous qu'ils auraient mérité mieux comme traitement que de voir de nouvelles suppressions d'emplois autour d'eux.

Et nous voilà même maintenant devant la première délocalisation d'envergure dans notre département avec le départ du CGR dont nous avons parlé au début de cette déclaration, essayant les plâtres d'une nouvelle stratégie qu'a imaginé la DG pour mieux mettre à mal nos missions et poursuivre son œuvre de destruction de l'emploi.

Il s'agit de créer des grosses structures avec beaucoup d'agents afin de faciliter soi-disant la gestion quotidienne de la chaîne de travail tout en s'attaquant à la mission par des formes de taylorisation des tâches qui pourront être de plus en plus externalisées.

Voilà une réalité que doivent connaître les agents.

Quelle mission va ensuite connaître les affres de cette nouvelle politique de destruction ?

Lorsqu'on regarde la répartition de vos suppressions d'emplois avec une large part pour les SIP/SIE et les réformes en cours pour ces missions, on ne peut que s'interroger sur l'avenir de ces services.

Tous ces constats et dangers sur l'avenir du réseau font bien de **la question de l'emploi un sujet central**, ce que refuse d'admettre la DG en érigeant chaque année sa répartition de suppressions d'emplois par département sans tenir compte des conséquences désastreuses que cela occasionne pour son réseau.

Mais est-ce que le bien-être au travail est une préoccupation majeure à la DGFIP lorsqu'on voit la réforme NRP contestée et rejetée par tous les représentants du personnel, être mise en œuvre sans relâche malgré une crise sanitaire sans précédent ?

FO DGFIP condamne cette politique de destruction du service public et soutient que pour exercer leurs missions, les services de la DGFIP doivent disposer des moyens nécessaires.

FO DGFIP exige l'arrêt des suppressions d'emplois, le maintien de toutes les missions exercées et le maintien d'un réseau de proximité adapté à l'attente des citoyens.

FO DGFIP exige l'abandon du NRP et des réformes régressives qui l'accompagnent.

Suivant la ligne de conduite de notre syndicat national qui a boycotté le CTR emplois du 9 décembre dernier pour des manquements évidents de considération des agents avec des attaques répétées sur les missions et leurs conditions de travail, **FO DGFIP 13** ne siègera pas ce jour au CTL lors de la 2^e convocation mais tient à vous exprimer le désarroi constaté de votre politique. M Le Président du CTL, nous laissons certes la chaise vide mais nous ne tenons pas à vous exonérer de votre responsabilité dans la situation dramatique que nos services vivent au quotidien.

M Le Directeur Régional, ces nouvelles suppressions d'emplois, encore plus en cette période de crise sanitaire où les équipes sont sollicitées à un haut point, sont d'une maladresse sans nom...

Section Locale FO DGFIP 13, Mèl : fo.drifip13@dgfip.finances.gouv.fr